

Des idées à faire passer

Nicolas Henckes, nouveau secrétaire général de l'UEL

Revendications et nominations à l'agenda de l'Union des entreprises luxembourgeoises.

«J'ai commencé à me plonger dans les dossiers. Et compte tenu de la période électorale, il va falloir rapidement être dans le bain» souligne Nicolas Henckes, le nouveau secrétaire général de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL), qui remplace Pierre Bley, nommé maréchal à la Cour grand-ducale. A noter que Jean-Jacques Rommes, le patron de l'ABBL (Association des banques et banquiers Luxembourg), présidera quant à lui le comité exécutif en cours de création.

Le jeune responsable (voir son CV en encadré) de l'UEL, qui représente 24.000 entreprises de toutes les tailles et de tous les secteurs d'activités, ne manque assurément pas de matière à discussion et à réflexion.

Comme bon nombre d'organisations, l'organisme a dévoilé ses «considérations» à l'adresse des partis politiques. Un document dont le titre à lui seul est déjà tout un programme: «Les essentiels de la compétitivité». Gouvernance, finances publiques, simplification administrative ou bien encore sé-

curité sociale sont, sans surprise, les grands thèmes passés en revue par l'UEL qui, pour chacun de ces dossiers, neuf en tout, avance des préconisations.

La promotion de la compétitivité de l'économie nationale étant sa mission prioritaire, elle figure bien entendu au «programme». Le constat tout d'abord: le Luxembourg perd du terrain sur ses voisins en ce qui concerne la compétitivité-coût, qui mesure les performances de l'économie luxembourgeoise en termes d'inflation, de coûts salariaux unitaires, de productivité globale des facteurs, de charges sociales, d'attractivité fiscale et de coût de l'énergie.

Pour la renforcer, l'une des mesures avancées consiste à «procéder à une désindexation générale de l'économie, c'est-à-dire des contrats de service, des loyers, des salaires et prestations en tous genres», souligne l'UEL par l'entremise de son président, Michel Wurth. Pour limiter la hausse des salaires, l'une des propositions consiste également à lier l'évolution de salaires à celle de la compétitivité. Autrement dit, faire en sorte que le salaire ne dépasse par les gains de productivité.

Pédagogie

Cela passe, entre autres, par un maintien des charges sociales à leur niveau actuel. L'UEL émet également l'idée, à défaut d'augmenter

les salaires, de réduire la pression exercée sur lesdits salaires par le coût du logement. Comment? En réduisant ce coût. Mais comment?

Nicolas Henckes l'expliquera certainement très prochainement...

«Ma priorité, au-delà de

m'adresser aux politiques et aux décideurs, est de faire en sorte que l'UEL soit également entendue et écoutée du grand public (donc des électeurs).

Et pour cela, nous allons développer un discours plus pédagogique et davantage communiquer via les ré-

seaux sociaux», explique le secrétaire général qui se déclare «soucieux d'agir en faveur de l'économie nationale et pour l'intérêt général».

Il n'est pas le seul en ce mois de septembre...

FABRICE BARBIAN

►
Avocat, communicant, chef d'entreprise... Nicolas Henckes a le profil de l'emploi



PARCOURS

A 38 ans, Nicolas Henckes affiche un beau parcours. Diplômé d'HEC Paris en 2000, il est également détenteur d'un DESS juriste d'affaires de l'université Paris XI et d'un master in international management de la Community of European management schools. Sur le plan professionnel, il a notamment travaillé pour Gibson, Dunn & Crutcher LLP à Paris

comme avocat-juriste (2001), puis pour la Banque centrale du Luxembourg entre 2002 et 2005 comme communication officer, puis chef de cabinet du président.

Il a également de l'expérience en tant que chef d'entreprise. Il a dirigé Legitech sarl, une PME de 36 personnes spécialisée dans l'édition juridique et fiscale, de 2005 à 2013.